

## THÈME

- Le sujet annoncé était « médecine scolaire » si bien que le directeur général a dû reconnaître que s'il avait lu l'invitation, il aurait remplacé « médecine » par médecins.

## L'ESSENTIEL

- Beaucoup de généralités au sujet du manque de médecins, mais la question des traitements et des indemnités a été exclue, sauf exceptions, des débats.
- Les difficultés de recrutement ont été abondamment exposées, même si on a noté qu'une politique volontariste ici et là a pu obtenir des succès.
- Des syndicats inquiets que les augmentations indemnitaires promises n'ont toujours pas été versées ne savent apparemment pas qu'il faut deux mois au moins entre le moment de la décision et le moment du versement, au point qu'ils se sont même inquiétés lorsque M. Soetemont a annoncé les augmentations prévues pour mars 2022 : il a fallu préciser qu'elles seraient rétroactives à compter de janvier 2022. Il semble bien que, malgré les instructions reçues, certains rectorats continuent de faire comme ils le veulent. Et le CIA n'est pas versé non plus ni aucune indemnité COVID.
- Il a été aussi question de la formation destinée aux volontaires que le ministère annonce comme accompagnée par l'institution.

## LE SNALC A INSITÉ SUR...

**Le SNALC a souligné les efforts faits par le ministère en faveur de milliers d'attachés. Pourquoi n'en fait-il pas autant pour quelques centaines de médecins, les attirer et les retenir ?**

**Le SNALC a soulevé, seul, la question du vote de l'assemblée nationale qui a décidé [le transfert des médecins scolaires aux départements](#). Il a demandé l'intervention du gouvernement d'ici le vote final du 6 décembre pour empêcher ce transfert. Le ministère ne semble pas s'en soucier.**

**En conclusion, le groupe de travail a passé deux heures à des généralités un peu décevantes, même si nos interlocuteurs ont répété qu'ils sont très sensibles à nos préoccupations.**